

**CONVENTION DE DÉVELOPPEMENT CINÉMATOGRAPHIQUE ET  
AUDIOVISUEL 2004 - 2005 - 2006 ENTRE L'ETAT, LE CENTRE  
NATIONAL DE LA CINÉMATOGRAPHIE ET LA REGION  
AQUITAINE ET AVENANT FINANCIER 2004**

---

CONSEIL RÉGIONAL D'AQUITAINE  
SEANCE PLÉNIÈRE DU 25 OCTOBRE 2004

---

# DELIBERATION DU CONSEIL REGIONAL D'AQUITAINE

SÉANCE PLÉNIÈRE DU 25 OCTOBRE 2004

---

Direction Générale :

Vice-Président :

Directeur ou Chef de Service :

N° Délibération : 2004.2273 (P)

Référence interne : 26143

**OBJET : CONVENTION DE DÉVELOPPEMENT CINÉMATOGRAPHIQUE ET AUDIOVISUEL 2004 - 2005 - 2006 ENTRE L'ETAT, LE CENTRE NATIONAL DE LA CINÉMATOGRAPHIE ET LA REGION AQUITAINE ET AVENANT FINANCIER 2004**

---

## LE CONSEIL REGIONAL,

en son assemblée plénière du 25 octobre 2004

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales modifié,

Vu la délibération n° 2000.1215 de la Séance Plénière du 19 juin 2000 portant adoption du Règlement d'Intervention en faveur de la Culture,

Vu la délibération n° 2001.3284 de la Séance Plénière du 17 décembre 2001 modifiant le fonds régional d'aide à la production cinématographique et audiovisuelle dans son règlement,

Vu la délibération n° 2002.2551 de la Séance Plénière du 4 novembre 2002 relative aux conditions d'exonération de la taxe professionnelle pour les établissements de spectacles cinématographiques (article 110 de la loi de Finances pour 2002),

Vu la délibération n° 2003.0838 de la Commission Permanente du 14 avril 2003 relative à la création du Pôle régional d'éducation artistique et de formation au cinéma et à l'audiovisuel au titre des Pôles régionaux de ressources,

Vu les avis de la Commission n° 1 «Finances – Budget – Planification – Evaluation des politiques publiques – Affaires Générales » et de la Commission n° 7 « Culture - Patrimoine - Identités Régionales – Sport – Solidarités »,

### Expose :

Dans le cadre des mesures destinées au développement du secteur de l'Image, de la production et de toutes les techniques audiovisuelles, et en prolongement du Règlement d'Intervention adopté par l'Assemblée Régionale et des différentes décisions ayant trait à l'Image, il s'agit de renforcer pour les années 2004-2005-2006 le partenariat engagé depuis 1995 avec le Centre National de la Cinématographie autour du développement de l'Image en Aquitaine.

Le renforcement de ce partenariat avec le Centre National de la Cinématographie fait l'objet d'un projet de convention triennale entre l'Etat (Ministère de la Culture et de la Communication - Préfecture de Région Aquitaine - Direction Régionale des Affaires Culturelles Aquitaine), le C.N.C. et la Région Aquitaine, qui vous est soumis en annexe du présent rapport. Ce projet est complété par un avenant financier pour l'exercice 2004.

Les dispositions nouvelles prévues par la convention prendront donc effet dès cette année avec l'adoption du projet et de son avenant financier 2004.

Elles sont cependant susceptibles d'évoluer à nouveau en 2005, en fonction d'une réactualisation des critères d'intervention régionale et des nouvelles modalités du C.N.C.

Sur proposition de Monsieur le Président du Conseil Régional d'Aquitaine, et après en avoir délibéré,

### **DECIDE**

- d'approuver la convention et son avenant financier 2004 tels que présentés en annexe,
- d'autoriser le Président du Conseil régional à finaliser cet accord et à signer la convention de développement cinématographique et audiovisuel correspondante qui portera sur les exercices 2004-2005-2006, ainsi que l'avenant financier portant sur 2004.

DECISION DE L'ASSEMBLÉE PLÉNIÈRE :

Le Président du Conseil Régional,

**ADOpte A LA MAJORITE**

Signé Alain ROUSSET

*Reçu le 27 octobre 2004 à la Préfecture de la Région Aquitaine*

*L'original de la délibération et les documents annexés qui ne font pas l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs peuvent être mis en consultation conformément aux dispositions de la loi n°78.753 du 17 juillet 1978 relative à l'accès aux documents administratifs.*

**CONVENTION DE DÉVELOPPEMENT**

**CINÉMATOGRAPHIQUE ET AUDIOVISUEL**

**2004 - 2005 - 2006**

**ENTRE**

**L'ETAT**  
**(Ministère de la Culture et de la Communication-**  
**Préfecture de Région Aquitaine-**  
**Direction Régionale des Affaires Culturelles d'Aquitaine)**

**LE CENTRE NATIONAL DE LA CINÉMATOGRAPHIE**

**ET**

**LA REGION AQUITAINE**

## PRÉAMBULE

La présente convention triennale établie entre l'Etat (Ministère de la culture et de la communication – Préfecture de Région Aquitaine - Direction Régionale des affaires culturelles Aquitaine), le Centre national de la cinématographie et la Région Aquitaine a pour objet le développement du secteur cinématographique et audiovisuel dans la Région Aquitaine, tant en matière de diffusion culturelle et d'éducation artistique que dans le domaine de la création et de la production cinématographiques et audiovisuelles.

Elle détermine et met en œuvre une politique conjointe des parties, afin de coordonner et d'amplifier les soutiens apportés au cinéma et à l'audiovisuel dans le cadre régional.

Le cadre de la présente convention est commun à l'ensemble des Régions qui désirent s'engager avec l'Etat et le CNC dans cette politique conjointe. Ce cadre commun doit permettre, dans le respect des accords particuliers avec chacune des Régions, la mutualisation des informations et les échanges d'expériences nécessaires à un développement cinématographique et audiovisuel en région respectant les principes de bonne coopération et de mise en valeur des complémentarités au niveau interrégional. A cet effet, des réunions périodiques de concertation entre l'Etat, le CNC et les Régions sont organisées, à l'initiative de l'Etat, du CNC, d'une ou plusieurs Régions.

Conformément à l'article 102 de la loi du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité, les départements, communes et leurs groupements peuvent intervenir, en complément de la Région Aquitaine, dans le développement cinématographique et audiovisuel, en participant financièrement à la mise en œuvre des régimes d'aides définis au niveau régional. L'intervention de ces collectivités doit faire l'objet d'une convention avec la Région Aquitaine et respecter les conditions générales d'intervention fixées par la Région Aquitaine dans sa délibération. Cette convention doit prévoir les modalités de la participation financière des collectivités à la mise en œuvre des aides régionales, et notamment l'inscription des crédits.

La Région Aquitaine mène depuis plusieurs années une politique diversifiée dans le domaine du cinéma et de l'audiovisuel et a arrêté un ensemble cohérent de mesures qui ont pour objectif de contribuer au développement de l'activité audiovisuelle et cinématographique en Aquitaine.

La Région Aquitaine, dans ce domaine, a défini des axes stratégiques forts :

### 1 – Conjuguer aménagement du territoire et exigence culturelle

- par un soutien à la modernisation des salles de proximité couplée à une programmation de qualité,
- par l'organisation d'un réseau aquitain d'animation et d'éducation à l'image dans les cinq départements, autour du pôle régional,
- par le soutien à des festivals d'envergure régionale et de très haute exigence artistique,
- par les colloques, séminaires et publications ayant trait à l'image, sur les enjeux économiques et citoyens du cinéma.

## 2 – Fédérer les énergies pour le développement de la filière économique de l'image en Aquitaine et la stabilisation de l'emploi

- par des conventions avec le CNC, la DRAC et les départements sur l'accueil de tournages et sur l'aide à la production cinématographique et audiovisuelle,
- par des études et dispositifs techniques et financiers permettant de conforter l'emploi culturel et d'éviter le travail illégal,
- par la mise en place de formations professionnelles et qualifiantes.

## 3 – Construire l'image et la spécificité de l'Aquitaine

- par le soutien à des manifestations d'envergure nationale ou internationale génératrices de rayonnement et d'emplois,
- par une priorité marquée à la production et à la diffusion du documentaire.

Le contexte actuel de la production cinématographique et audiovisuelle rend nécessaire la mise en œuvre de moyens financiers supplémentaires. Un processus préalable de concertation a été engagé avec l'ensemble des professions de ce secteur en région (producteurs, auteurs-réalisateurs, techniciens, comédiens, prestataires techniques).

La Région Aquitaine a choisi de renforcer ses soutiens aux actions suivantes : soutien accru au long métrage de fiction, renforcement de l'accueil de tournages, soutien à la diffusion pour le court métrage et le documentaire. Par ailleurs, la Région Aquitaine accentuera ses efforts en matière de formation des professionnels.

Pour mener à bien cette politique, la Région Aquitaine confie un ensemble de missions à l'Association Aquitaine Image Cinéma.

La Direction Régionale des Affaires Culturelles d'Aquitaine (Ministère de la Culture et de la Communication – Préfecture de Région) veille à la cohérence de l'intervention de l'Etat dans les secteurs du cinéma, de l'audiovisuel et du multimédia, et accompagne une politique cinématographique et audiovisuelle en concertation avec l'ensemble des collectivités territoriales et du milieu professionnel.

A ce titre, chaque année, elle soutient un certain nombre d'actions dans ce secteur tant en terme de développement culturel que d'aménagement du territoire, d'éducation artistique et d'accès du plus grand nombre aux œuvres cinématographiques et audiovisuelles.

Elle intervient dans deux domaines en particulier :

1. la diffusion culturelle, cinématographique et audiovisuelle, à travers son soutien à des : rencontres ; manifestations et festivals ; actions de diffusion, notamment dans le domaine du film art et essai ; actions associatives ...
2. l'éducation artistique et la formation, à travers : les opérations « Ecole, Collège et Lycéen et Cinéma » et « Un été au ciné / Cinéville », le partenariat culturel des options cinéma – audiovisuel spécialisées dans les lycées, le Pôle régional d'éducation artistique et de formation au cinéma et à l'audiovisuel et d'autres initiatives.

Dans la Région Aquitaine et en relation étroite avec la DRAC, le Centre national de la cinématographie, dans le cadre de ses missions, intervient en matière de :

- soutien à la création et à la production cinématographique, audiovisuelle et à l'accueil des tournages de films dans la région (système national d'aides aux œuvres ; accompagnement financier de la démarche de la Région Aquitaine pour l'aide à la création et à la production et pour l'accueil des tournages) ;
- soutien à la diffusion cinématographique (par exemple, pour les rencontres et manifestations professionnelles d'intérêt national / international dans la région) ;
- soutien à l'exploitation cinématographique et à la distribution des œuvres (système national d'aides aux salles de cinéma implantées dans la région ; par exemple pour la création et la modernisation des salles dans les zones insuffisamment desservies, et pour la diffusion du cinéma art et essai) ;
- autres soutiens au cinéma (par exemple dans le domaine du patrimoine) et à l'audiovisuel.

Vu la Loi n° 2002 - 276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité et notamment son article 102 ;

Vu la Loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la Loi n° 92 - 651 du 13 juillet 1992 relative à l'action des collectivités locales en faveur des salles de spectacle cinématographique ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, particulièrement ses articles L 1511-1 AL1511-7 ;

Vu le Code de l'industrie cinématographique, ensemble les textes pris pour son application ;

Vu le décret n° 95-110 du 2 février 1995 relatif au soutien financier de l'Etat à l'industrie des programmes audiovisuels ;

Vu le décret n° 98 - 35 du 14 janvier 1998 relatif au soutien financier de l'Etat à l'industrie audiovisuelle ;

Vu le décret n° 99 - 130 du 24 février 1999 relatif au soutien financier de l'industrie cinématographique ;

Vu le décret n° 2003 - 1017 du 24 octobre 2003 modifiant le décret n° 99 - 130 du 24 février 1999 relatif au soutien financier de l'industrie cinématographique et les décrets n° 95-110 du 02 février 1995 et n° 98 - 35 du 14 janvier 1998 relatifs au soutien financier de l'Etat à l'industrie audiovisuelle ;

Vu les délibérations n° 2000.1215(P) du 19 juin 2000 de la Région Aquitaine instituant le règlement d'intervention en faveur de la Culture et n° 2001.3284(P) du 17 décembre 2001 modifiant le fonds régional d'aide à la production cinématographique et audiovisuelle dans son règlement ;

Vu la délibération n° 2002 - 2551(P) du 4 novembre 2002 de la Région Aquitaine relative aux conditions d'exonération de la taxe professionnelle pour les établissements de spectacles cinématographiques (article 110 de la loi de Finances pour 2002) ;

Vu la délibération n° 2003.0838 du 14 avril 2003 de la Région Aquitaine relative à la création du Pôle régional d'éducation artistique et de formation au cinéma et à l'audiovisuel au titre des Pôles régionaux de ressources ;

Vu la délibération n° .....du 25 octobre 2004 de la Région Aquitaine autorisant son Président à signer la présente convention ;

Considérant la communication du 26 septembre 2001 de la Commission au Conseil, au Parlement européen, au Comité économique et social et au Comité des Régions concernant certains aspects juridiques liés aux œuvres cinématographiques et autres œuvres audiovisuelles ;

Considérant la communication du 16 mars 2004 de la Commission au Conseil, au Parlement européen, au Comité économique et social européen et au Comité des Régions sur le suivi de la communication de la Commission sur certains aspects juridiques liés aux œuvres cinématographiques et autres œuvres audiovisuelles du 26 septembre 2001 ;

Considérant la circulaire n° LBL B0 310007C du 16 Janvier 2003 du Ministre délégué aux libertés locales relative à la mise en œuvre des dispositions de l'article 102 de la loi du 27 février 2002 ;

Considérant la circulaire n° 249240 du 3 mai 2002 du Ministre de la culture et de la communication relative aux aides à la production cinématographique et audiovisuelle ;

Considérant la circulaire n° 2003 / 018 du 17 octobre 2003 du Directeur général du CNC relative aux pôles régionaux d'éducation artistique et de formation au cinéma et à l'audiovisuel ;

## **ENTRE**

**L'Etat**, représenté par le Préfet de la Région Aquitaine, Préfet de Gironde, Monsieur Alain GEHIN, ci-après désigné « l'Etat »,

**Le Centre National de la Cinématographie**, représenté par sa Directrice Générale, Madame Catherine COLONNA, ci-après désigné « le CNC »,

## **ET**

**La Région Aquitaine**, représentée par son Président, Monsieur Alain ROUSSET, ci-après désignée « la Région Aquitaine »,

**IL EST CONVENU CE QUI SUIIT :**

## **ARTICLE 1 – Objet de la convention triennale**

La présente convention de développement cinématographique et audiovisuel entre l'Etat (Ministère de la culture et de la communication – Préfecture de Région Aquitaine - Direction régionale des affaires culturelles d'Aquitaine), le Centre national de la cinématographie et la Région Aquitaine a pour objectif de développer la politique cinématographique et audiovisuelle en Aquitaine, au travers d'axes prioritaires d'intervention mis en œuvre dans les années 2004, 2005 et 2006.

## **TITRE I: SOUTIEN A LA CREATION, A LA PRODUCTION ET AUX TOURNAGES EN REGION**

### **ARTICLE 2 – Fonds régional d'aide à la création et à la production**

Dans le cadre de la présente convention conclue pour les années 2004, 2005 et 2006, la Région Aquitaine a mis en place, et ce depuis 1984, un fonds régional d'aide à la création et à la production cinématographique et audiovisuelle.

<b>Chapitre 1 : Aide à la création cinématographique et audiovisuelle</b>
---

### **ARTICLE 3 – Aide à la création cinématographique et audiovisuelle**

Dans le cadre du fonds régional d'aide à la création et à la production mis en place pour la période de 2004 à 2006, la Région Aquitaine attribuera des aides à la création selon les dispositions qui suivent, prévues aux articles 4, 5, 8, 9 et 10 de la présente convention.

Sous réserve de la règle de l'annualité budgétaire, dans la période 2004 à 2006, la Région Aquitaine s'engage à poursuivre et développer son effort financier en faveur de la création cinématographique et audiovisuelle.

Sous réserve de la règle de l'annualité budgétaire, le CNC accompagnera financièrement l'effort de la Région Aquitaine par une subvention forfaitaire globale annuelle, versée à la Région Aquitaine, et destinée à accroître l'intervention financière de la Région Aquitaine dans ce domaine.

### **ARTICLE 4 - Aides à l'écriture, à la recherche et au développement**

#### **A. Les aides à l'écriture et à la recherche**

Les aides sont attribuées aux auteurs, scénaristes ou réalisateurs, quelle que soit leur domiciliation.

**Les aides à l'écriture** s'adressent à tout réalisateur, scénariste d'œuvre cinématographique ou audiovisuelle qui propose un projet d'écriture de long métrage de cinéma ou de fiction de télévision.

**Les aides à la recherche** sont destinées à soutenir le travail d'un auteur ou d'un réalisateur qui souhaite bénéficier de temps et de moyens afin de faire mûrir une proposition singulière dans une œuvre originale de long métrage de cinéma ou de fiction de télévision.

La Région Aquitaine apportera une attention particulière aux auteurs s'exprimant en langue basque ou occitane.

#### - Eligibilité

Sont éligibles à ces aides, les projets dont les intentions sont jugées par le comité de lecture comme présentant des garanties satisfaisantes de la qualité artistique de l'œuvre.

Sont éligibles les projets de scénario de long métrage de cinéma (fiction ou documentaire) ou de fiction de télévision.

La demande doit émaner, soit d'un auteur établi en Aquitaine quel que soit le sujet et le lieu géographique de tournage, soit d'un auteur non domicilié en Aquitaine dont le projet mettra particulièrement en valeur la région.

#### - Comité de lecture

Le comité de lecture est composé majoritairement de professionnels. Le comité de lecture est notamment chargé d'examiner la qualité artistique des œuvres candidates à une aide de la Région Aquitaine, ainsi que leur faisabilité.

Un règlement intérieur du comité de lecture est établi et adopté par la Région Aquitaine, et communiqué aux professionnels par les moyens définis par la Région Aquitaine. Sur la base des avis émis par le comité de lecture, les projets sont ensuite examinés par la Région Aquitaine qui prend la décision finale d'attribution des aides.

#### - Montants des aides

Le montant de l'aide à l'écriture et à la recherche est plafonné à **8 000 €**

La Région Aquitaine fixe le montant de chaque aide attribuée dans la limite de ce plafond.

L'attribution d'une aide à l'écriture ou à la recherche n'entraîne pas automatiquement l'attribution d'un soutien à la production, si la demande en est faite ultérieurement.

#### - Exécution

La Région Aquitaine précise au bénéficiaire les modalités, les conditions et l'échéancier des versements de l'aide et stipule les obligations de chaque partie.

### **B. Les aides au développement**

**Les aides au développement** sont destinées à participer aux frais de préparation et d'écriture, de démarches auprès des diffuseurs et des co-producteurs.

Elles concernent prioritairement les projets de 1<sup>er</sup> ou 2<sup>nd</sup> long métrage de cinéma ainsi que les documentaires de création et les films d'animation.

#### **1. Les projets de long métrage de cinéma**

##### - Eligibilité

Les aides au développement de long métrage cinéma sont attribuées aux sociétés de production titulaires d'une autorisation CNC et concernent prioritairement les projets de 1<sup>er</sup> et 2<sup>nd</sup> long métrage.

Sont éligibles à ces aides de la Région Aquitaine les projets dont les intentions sont jugées par le comité de lecture comme présentant des garanties satisfaisantes de la qualité artistique de l'œuvre future.

Le tournage doit avoir lieu dans un délai maximum de 2 ans.

Ces aides n'entraînent pas automatiquement l'attribution d'un soutien à la production si la demande en est faite ultérieurement.

#### - Comité de lecture

Le comité de lecture est composé majoritairement de professionnels. Le comité de lecture est notamment chargé d'examiner la qualité artistique des œuvres candidates à une aide de la Région Aquitaine, ainsi que leur faisabilité.

Un règlement intérieur du comité de lecture est établi et adopté par la Région Aquitaine, et communiqué aux professionnels par les moyens définis par la Région Aquitaine. Sur la base des avis émis par le comité de lecture, les projets sont ensuite examinés par la Région Aquitaine qui prend la décision finale d'attribution des aides.

#### - Montants des aides

Le montant de l'aide au développement de long métrage est plafonné à **15 000 €**

Cette aide est déductible de l'aide à la production qui pourrait être attribuée ultérieurement.

La Région Aquitaine fixe le montant de chaque aide attribuée dans la limite de ce plafond.

La Région Aquitaine pourra demander au bénéficiaire la restitution de tout ou partie de l'aide en cas de non production de l'œuvre à partir des justificatifs des dépenses de développement.

#### - Exécution

La Région Aquitaine précise au bénéficiaire les modalités, les conditions et l'échéancier des versements de l'aide et stipule les obligations de chaque partie.

Le bénéficiaire s'engage à présenter un état d'avancement du projet dans un délai de 1 an suivant la date de décision.

## **2. Les aides au développement de documentaires de création et films d'animation**

#### - Bénéficiaires

Les aides au développement de documentaires et de film d'animation sont destinées à soutenir les projets de créateurs portés par une structure de production.

L'aide est réservée prioritairement aux sociétés de production inscrites au Registre du Commerce en Aquitaine et titulaires d'une autorisation du CNC, ou à des Associations déclarées en Aquitaine dont l'activité principale est la production audiovisuelle.

#### - Éligibilité

Sont éligibles à ces aides de la Région Aquitaine les projets dont les intentions sont jugées par le comité de lecture comme présentant des garanties satisfaisantes de la qualité artistique de l'œuvre future.

L'aide au développement n'entraîne pas automatiquement l'attribution d'un soutien à la production, si la demande en est faite ultérieurement.

#### - Comité de lecture

Le comité de lecture est composé majoritairement de professionnels. Le comité de lecture est notamment chargé d'examiner la qualité artistique des œuvres candidates à une aide de la Région Aquitaine, ainsi que leur faisabilité.

Un règlement intérieur du comité de lecture est établi et adopté par la Région Aquitaine, et communiqué aux professionnels par les moyens définis par la Région Aquitaine. Sur la base des avis émis par le comité de lecture, les projets sont ensuite examinés par la Région Aquitaine qui prend la décision finale d'attribution des aides.

### - Montants des aides

Le montant de l'aide au développement de documentaire de création ou de film d'animation est plafonné à **15 000 €**

Cette aide est déductible de l'aide à la production qui pourrait être attribuée ultérieurement.

La Région Aquitaine fixe le montant de chaque aide attribuée dans la limite de ce plafond.

La Région Aquitaine pourra demander au bénéficiaire la restitution de tout ou partie de l'aide en cas de non production de l'œuvre à partir des justificatifs des dépenses de développement.

### - Exécution

La Région Aquitaine précise au bénéficiaire les modalités, les conditions et l'échéancier des versements de l'aide et stipule les obligations de chaque partie.

Le bénéficiaire s'engage à présenter un état d'avancement du projet dans un délai de 1 an suivant la date de décision.

## **ARTICLE 5 - Aides aux courts métrages de fiction, films expérimentaux, de documentaires de création, de pilotes et films d'animation**

### **A. Les aides aux courts métrages de fiction et expérimentaux, pilotes et films d'animation**

Les aides aux courts métrages de fiction, films expérimentaux et films d'animation sont destinées à soutenir les projets de créateurs, portés par une structure de production aquitaine.

### - Eligibilité :

Sont éligibles à ces aides de la Région Aquitaine les courts métrages de fiction ou d'expérimentation ainsi que les pilotes et films d'animation, d'une durée inférieure à 60 minutes, et dont la qualité d'écriture du scénario et la filmographie du réalisateur sont jugées par le comité de lecture comme présentant des garanties satisfaisantes de qualité.

Les projets sont présentés par des structures de production inscrites au Registre du Commerce en Aquitaine et titulaires d'une autorisation du CNC dans le cas du cinéma, ou par des Associations déclarées en Aquitaine dont l'activité principale est la production cinématographique ou audiovisuelle.

Le tournage devra avoir lieu majoritairement en Aquitaine et faire l'objet de dépenses sur le territoire régional.

### - Montants des aides

Le montant de l'aide à la production de court métrage de fiction ou expérimental et à la production de pilote et film d'animation est plafonné à **30 000 €**

L'attention sera portée à l'emploi culturel et l'attribution de la subvention prendra en compte le niveau des embauches.

La Région Aquitaine fixe le montant de chaque aide attribuée dans la limite de ce plafond.

La Région Aquitaine pourra demander au bénéficiaire la restitution de tout ou partie de l'aide en cas de non production de l'œuvre.

#### - Comité de lecture

Le comité de lecture est composé majoritairement de professionnels. Le comité de lecture est notamment chargé d'examiner la qualité artistique des œuvres candidates à une aide de la Région Aquitaine, ainsi que leur faisabilité.

Un règlement intérieur du comité de lecture est établi et adopté par la Région Aquitaine, et communiqué aux professionnels par les moyens définis par la Région Aquitaine. Sur la base des avis émis par le comité de lecture, les projets sont ensuite examinés par la Région Aquitaine qui prend la décision finale d'attribution des aides.

#### - Exécution

La Région Aquitaine précise au bénéficiaire les modalités, les conditions et l'échéancier des versements de l'aide et stipule les obligations de chaque partie.

### **B. Les aides au documentaire de création**

Les aides aux documentaires de création sont destinées à soutenir prioritairement les projets de créateurs portés par une structure de production aquitaine.

#### - Eligibilité

Sont prioritairement éligibles à ces aides de la Région Aquitaine, les œuvres audiovisuelles d'une durée supérieure à 24 minutes, portées par des structures de production inscrites au Registre du Commerce en Aquitaine ou par des Associations déclarées en Aquitaine dont l'activité principale est la production audiovisuelle. Le producteur pourra être extérieur si le film est lié de par son sujet à l'Aquitaine et à ses caractéristiques géographiques, historiques, culturelles, économiques et sociales.

L'aide peut concerner également le pilote d'une collection documentaire.

#### - Comité de lecture

Le comité de lecture est composé majoritairement de professionnels. Le comité de lecture est notamment chargé d'examiner la qualité artistique des œuvres candidates à une aide de la Région Aquitaine, ainsi que leur faisabilité.

Un règlement intérieur du comité de lecture est établi et adopté par la Région Aquitaine, et communiqué aux professionnels par les moyens définis par la Région Aquitaine. Sur la base des avis émis par le comité de lecture, les projets sont ensuite examinés par la Région Aquitaine qui prend la décision finale d'attribution des aides.

#### - Montants des aides

Le montant de l'aide au documentaire de création est plafonné à **15 000 €** pour le 26' et **30 000 €** pour le 52'.

La Région Aquitaine fixe le montant de chaque aide attribuée dans la limite de ces plafonds.

La Région Aquitaine pourra demander au bénéficiaire la restitution de tout ou partie de l'aide en cas de non production de l'œuvre.

#### - Exécution

La Région Aquitaine précise au bénéficiaire les modalités, les conditions et l'échéancier des versements de l'aide et stipule les obligations de chaque partie.

## **ARTICLE 6 - Aide à la production de longs métrages de cinéma**

Dans le cadre du fonds régional d'aide à la création et à la production mis en place pour la période de 2004 à 2006, la Région Aquitaine attribuera des aides à la production de longs métrages de cinéma, selon les dispositions qui suivent, prévues au présent article et aux articles 8, 9 et 10 de la présente convention.

Sous réserve de la règle de l'annualité budgétaire, dans la période 2004 à 2006, la Région Aquitaine s'engage à développer son effort financier en faveur de la production cinématographique de long métrage, notamment par une augmentation de sa dotation consacrée au long métrage de cinéma dès l'année 2004. Elle s'engage à accroître ensuite son soutien financier au long métrage de cinéma, au plus tard la dernière année de la période conventionnelle triennale.

Sous réserve de la règle de l'annualité budgétaire, à la condition de cet engagement de principe et d'un minimum d'intervention annuelle de cent mille euros (100 000 €) de la part de la Région Aquitaine, le CNC accompagnera l'effort de la Région Aquitaine par une subvention annuelle, versée à la Région Aquitaine, et destinée à accroître l'intervention de la Région Aquitaine dans ce domaine.

L'intervention financière du CNC sera calculée sur la base de 1 € du CNC pour 2 € engagés par la Région Aquitaine. La participation du CNC ne pourra pas excéder un million d'euros (1 M€) par région. Ces aides sont destinées à soutenir la production cinématographique de longs métrages de fiction, d'animation et documentaires.

La Région Aquitaine intervient prioritairement dans l'aide au 1er ou 2nd long métrage.

### **- Eligibilité**

Sont prioritairement éligibles les œuvres cinématographiques d'une durée de plus de 60 minutes, agréées par le CNC, dont la qualité d'écriture du scénario et la filmographie du réalisateur sont jugées satisfaisantes par le comité de lecture.

Présentées par des sociétés de production autorisées, les œuvres doivent être tournées pour partie en Aquitaine et faire l'objet de dépenses effectuées en région et d'emplois locaux.

Le tournage devra avoir lieu dans un délai maximum d'un an.

L'aide sera modulée en fonction de la durée du tournage et de l'engagement économique en région, et fera l'objet d'une contractualisation.

### **- Comité de lecture**

Le comité de lecture est composé majoritairement de professionnels. Le comité de lecture est notamment chargé d'examiner la qualité artistique des œuvres candidates à une aide de la Région Aquitaine, ainsi que leur faisabilité.

Un règlement intérieur du comité de lecture est établi et adopté par la Région Aquitaine, et communiqué aux professionnels par les moyens définis par la Région Aquitaine. Sur la base des avis émis par le comité de lecture, les projets sont ensuite examinés par la Région Aquitaine qui prend la décision finale d'attribution des aides.

#### - Montants des aides

L' aide prend la forme d'une subvention plafonnée à **100 000 €**

La Région Aquitaine fixe le montant de chaque aide attribuée dans la limite de ce plafond.

La Région Aquitaine pourra demander au bénéficiaire la restitution de tout ou partie de l'aide en cas de non production de l'œuvre.

#### - Exécution

La Région Aquitaine précise au bénéficiaire les modalités, les conditions et l'échéancier des versements de l'aide et stipule les obligations de chaque partie.

### **Chapitre 3 : Aide à la production de programmes audiovisuels**

#### **ARTICLE 7 – Aides à la réalisation programmes audiovisuels**

Dans le cadre du fonds régional d'aide à la création et à la production mis en place pour la période de 2004 à 2006, la Région Aquitaine a décidé d'attribuer des aides à la production de programmes audiovisuels (documentaires et/ou animation et/ou captations et créations de spectacles vivants et/ou téléfilms et séries télévisées) selon les dispositions qui suivent, prévues au présent article et aux articles 8, 9 et 10 de la présente convention. Ces aides sont destinées à soutenir la production d'œuvres audiovisuelles.

Si l'Etat devait prévoir un accompagnement financier des fonds régionaux d'aide à la production audiovisuelle, un avenant à la présente convention pourrait être envisagé.

#### **A. Les œuvres audiovisuelles de téléfilms et séries de télévision (fiction)**

##### - Eligibilité

Sont éligibles les œuvres audiovisuelles d'une durée de plus de 24 minutes pour les films unitaires, et de plus de 13 minutes par épisode pour les séries télévisées, dont la qualité d'écriture du scénario et la filmographie du réalisateur sont jugées satisfaisantes par le comité de lecture.

Présentées par des sociétés de production autorisées, les œuvres doivent être tournées et faire l'objet de dépenses sur le territoire régional selon les critères de territorialisation adoptés par la Région Aquitaine.

Le tournage devra avoir lieu dans un délai maximum d'un an.

L'aide sera modulée en fonction de la durée du tournage et de l'engagement économique en région, et fera l'objet d'une contractualisation.

##### - Comité de lecture

Le comité de lecture est composé majoritairement de professionnels. Le comité de lecture est notamment chargé d'examiner la qualité artistique des œuvres candidates à une aide de la Région Aquitaine, ainsi que leur faisabilité.

Un règlement intérieur du comité de lecture est établi et adopté par la Région Aquitaine, et communiqué aux professionnels par les moyens définis par la Région Aquitaine. Sur la base des avis émis par le comité de lecture, les projets sont ensuite examinés par la Région Aquitaine qui prend la décision finale d'attribution des aides.

#### - Montants des aides

Ces aides prennent la forme de subventions.

Le montant de l'apport de la Région Aquitaine est plafonné à **100 000 €** par unitaire. Des partenariats pourront être envisagés avec des sociétés de production dans le cas d'une présentation d'un ensemble de projets dans le cadre d'une collaboration à moyen terme.

La Région Aquitaine fixe le montant de chaque aide attribuée dans la limite de ce plafond.

La Région Aquitaine pourra demander au bénéficiaire la restitution de tout ou partie de l'aide en cas de non production de l'œuvre.

#### - Exécution

La Région Aquitaine précise au bénéficiaire les modalités, les conditions et l'échéancier des versements de l'aide et stipule les obligations de chaque partie.

### **B. Les films d'animation**

#### - Eligibilité

Les dispositions techniques relatives à la présente convention seront élaborées en 2005.

### **C. La captation de spectacles vivants**

#### - Eligibilité

Les dispositions techniques relatives à la présente convention seront élaborées en 2005.

<b>Chapitre 4 : Mise en œuvre et évaluation du fonds régional d'aide à la création et à la production cinématographiques et audiovisuelles</b>
--

Les dispositions qui suivent (articles 8, 9 et 10 de la présente convention) s'appliquent à l'ensemble des aides de la Région Aquitaine au titre du fonds régional d'aide à la création et à la production mis en place pour les années 2004, 2005 et 2006 (articles 2, 3, 4, 5, 6 et 7 de la présente convention).

### **ARTICLE 8 - Rappel du cadre juridique communautaire**

L'aide de la Région Aquitaine aux entreprises de production cinématographique et audiovisuelle s'inscrit dans le cadre général du régime d'aide français notifié et approuvé par l'Union européenne. Les collectivités territoriales interviennent dans ce cadre, en complémentarité avec l'Etat et le CNC. La Région Aquitaine adopte les modalités générales du régime d'aide français pour ses propres interventions.

Il s'agit des aides aux œuvres cinématographiques et audiovisuelles apportées par le CNC, accordées au titre d'un compte spécial du Trésor intitulé « soutien financier de l'industrie cinématographique et de l'industrie audiovisuelle », alimenté par des taxes perçues sur les billets d'entrée dans les salles de cinéma, sur les services de télévision, et sur la vente et la location des vidéogrammes. Leurs modalités d'attribution font l'objet des principaux textes suivants : le décret n° 99-130 du 24 février 1999 pour le cinéma, et les deux décrets n° 95-110 du 02 février 1995 et n° 98-35 du 14 janvier 1998 pour l'audiovisuel.

## **ARTICLE 9 - Critères d'intervention de la Région Aquitaine et procédure d'examen des projets**

### ***a) Transparence des procédures***

Les critères d'intervention de la Région Aquitaine et la procédure d'examen des projets sont communiqués aux demandeurs d'aides lors du retrait des dossiers.

Ils donnent également lieu, par ailleurs, à une communication publique à l'intention des professionnels, sous les formes appropriées (site internet, brochures explicatives, etc.).

### ***b) Harmonisation des demandes d'aides***

Au cours de la période d'exécution de la présente convention, et dans un souci de simplification des formalités administratives pour les demandeurs d'aides, les parties s'engagent à harmoniser leurs formulaires de demandes d'aide respectifs.

### ***c) Procédure d'examen des projets***

La Région Aquitaine s'engage à organiser un nombre suffisant de réunions des comités de lecture, de telle sorte que les décisions d'attribution des aides interviennent dans des délais compatibles avec le financement et la réalisation des projets.

### ***d) Suivi des dossiers***

La Région Aquitaine s'engage à mettre en œuvre un dispositif efficace d'information des demandeurs et des bénéficiaires des aides, leur permettant de connaître l'évolution de leur dossier (du stade de la prise en compte de la demande d'aide à son versement, le cas échéant).

## **ARTICLE 10 - Evaluation du fonds régional d'aide à la création et à la production**

A l'issue de la période d'exécution de la présente convention, et sans préjudice de l'évaluation annuelle prévue à l'article 17 de la présente, les parties s'engagent à évaluer les résultats et les modalités de fonctionnement du fonds régional d'aide à la création et à la production, en prenant notamment en compte les points de vue des professionnels du cinéma et de l'audiovisuel.

Cette évaluation est fondée à la fois sur des critères artistiques et sur l'efficacité des procédures administratives mises en œuvre.

## **ARTICLE 11 – Accueil des tournages**

### **Soutien à la « Commission régionale du film »**

Afin de faciliter l'accueil des tournages de films dans la région et d'inciter les professionnels à y tourner, la Région Aquitaine avec l'aide du CNC, a créé une « commission régionale du film », qui adhère à la charte et au réseau national des commissions du film animé par la Commission Nationale du Film France.

La mission de commission régionale du film « Aquitaine Tournages » a été confiée par la Région Aquitaine à l'Association Aquitaine Image Cinéma, en accord avec l'Etat et le CNC.

Dans la période de 2004 à 2006, la Région Aquitaine apportera son soutien financier au fonctionnement et aux activités de la Commission régionale du film.

## **ARTICLE 12 – Formation professionnelle relative aux métiers de l'accueil des tournages, de la création et de la production**

### **Actions de formation dans le secteur du cinéma et de l'audiovisuel**

Dans la période de 2004 à 2006, la Région Aquitaine, l'Etat et le CNC conviennent de mettre en œuvre des actions de formation dans le secteur du cinéma et de l'audiovisuel, dans le souci de renforcer l'attractivité du territoire et de valoriser les ressources régionales, en même temps que d'inscrire plus encore les commissions régionales du film dans le tissu professionnel régional et de les conforter durablement.

Ces actions de formation seront menées en coopération étroite avec la Commission régionale du film.

Elles seront plus particulièrement destinées à améliorer les « ressources régionales » afin que les productions désireuses de tourner en région puissent trouver sur place les éléments qualitatifs dont elles ont besoin. Il en est ainsi, tout particulièrement, des techniciens du cinéma et de l'audiovisuel, mais aussi des artistes et des différents intervenants dans ce secteur.

Sous réserve de la règle de l'annualité budgétaire, dans la période de 2004 à 2006, ces actions de formation seront financées par la Région Aquitaine.

Sous réserve de la règle de l'annualité budgétaire, dans la même période, le CNC contribuera au financement de ces actions à travers une subvention forfaitaire globale, versée à la Région Aquitaine.

D'ores et déjà deux opérations sont financées par la Région Aquitaine : la formation à la production de documentaires (EURODOC) et l'écriture de documentaires à base d'archives (ARCHIDOC).

## TITRE II : SOUTIEN A LA DIFFUSION CULTURELLE

### Chapitre 1 : Education artistique au cinéma et à l'audiovisuel

#### **ARTICLE 13 – Dispositif régional "Lycéen et cinéma"**

##### **Développement du dispositif régional "Lycéen et cinéma"**

La Région Aquitaine et l'Etat (Ministère de la Culture et de la communication – Préfecture de Région Aquitaine - Direction Régionale des Affaires Culturelles), en coordination avec le Centre national de la cinématographie, décident de prolonger leur partenariat pour développer le dispositif régional "Lycéen et cinéma".

Ils prolongeront la coopération des autres services ministériels déconcentrés concernés (Education, Agriculture).

##### **- Objectif et modalités du dispositif**

L'objectif de ce dispositif est d'initier à la culture cinématographique les jeunes scolarisés par la découverte d'un cinéma de qualité privilégiant la diversité culturelle et artistique. Le dispositif régional « Lycéen et cinéma » s'adresse aux classes volontaires des lycées d'enseignement général, professionnel et agricole de la région, ainsi que des centres de formation des apprentis. L'offre est ouverte à l'ensemble des établissements de la région Aquitaine.

Le dispositif de base comporte la projection dans les salles de cinéma de 3 à 6 films par an (dont au moins la moitié sont choisis dans la liste nationale proposée par le CNC), durant le temps scolaire. Les films sont accompagnés de documents pédagogiques destinés aux enseignants et aux élèves. La participation financière est fixée à 2,30 € par élève et par séance, avec un minimum de 3 séances par année.

Un dispositif d'accompagnement est mis en œuvre, notamment :

- avec les partenaires culturels des lycées disposant d'enseignements de spécialité ;
- des rencontres avec des professionnels du cinéma et des critiques ;
- le développement de partenariats entre salles de cinéma et lycées ;
- la sensibilisation aux métiers du cinéma et de l'audiovisuel ;
- la programmation de films ayant un lien avec la région ;
- la proposition de formations spécifiques à l'intention des exploitants des salles de cinéma qui participent au dispositif.

##### **- Coordination régionale du dispositif**

La mise en œuvre et la coordination de cette opération sont confiées par la Région Aquitaine à une structure choisie conjointement avec l'Etat (DRAC et Rectorat) et le CNC, en prolongement de l'étude de besoins et de définition du Pôle régional d'éducation artistique et de formation au cinéma et à l'audiovisuel.

La mise en œuvre et la coordination de l'opération pour les années 2004 à 2006 est confiée au Pôle régional d'éducation artistique et de formation au cinéma et à l'audiovisuel (Association Cinéma Jean Eustache), qui est chargé de mettre en œuvre l'opération sur l'ensemble du territoire régional.

Ses missions consistent à :

- assurer l'interface technique et professionnelle entre la Région Aquitaine, la Direction Régionale des Affaires Culturelles, le CNC et les services de l'Education Nationale ;
- traiter les candidatures en provenance des lycées en liaison étroite avec les services concernés (Rectorat et Région Aquitaine) ;
- mettre en relation les lycées et les salles de cinéma les plus proches, sur l'ensemble du territoire régional ;
- élaborer le planning de circulation des films et le planning des séances ;
- organiser et évaluer les actions d'accompagnement ;
- proposer des actions de formation ;
- préparer les travaux du comité de pilotage, et fournir un bilan quantitatif et qualitatif en fin d'année scolaire et d'organiser la réunion-bilan avec le comité de pilotage.

#### - Comité de pilotage

Un comité de pilotage du dispositif, comprenant les représentants des différents partenaires de l'opération, est mis en place. Il définit les grands objectifs de cette politique. Il choisit les films proposés et les actions d'accompagnement, sur proposition du coordinateur régional de l'opération. Il procède à l'évaluation de l'opération à partir des documents de bilan fournis par le coordinateur régional.

Le comité de pilotage est composé :

- du Président du Conseil Régional, ou de son représentant ;
- du Directeur Régional des Affaires Culturelles, ou de son représentant ;
- du Directeur général du CNC, ou de son représentant ;
- du Recteur d'académie, ou de son représentant ;
- du représentant du Ministère de l'Agriculture ;
- du représentant des exploitants des salles de cinéma dans la région ;
- de représentants d'enseignants ;
- du représentant de la structure chargée de la coordination régionale.

En cas de besoin, le comité associe à ses travaux les compétences d'experts.

#### - Financement

Sous réserve de la règle de l'annualité budgétaire, dans la période 2004 à 2006, la Région Aquitaine et l'Etat (Direction régionale des affaires culturelles) cofinancent le dispositif régional « Lycéen et cinéma », chaque partenaire versant directement sa participation annuelle à la structure chargée de la coordination de cette opération.

Les modalités du programme et de son financement ont fait l'objet d'une disposition au sein de la convention tripartite signée avec le Pôle régional d'éducation artistique et de formation au cinéma et à l'audiovisuel (cf art. 14).

### **ARTICLE 14 – Pôle régional d'éducation artistique et de formation au cinéma et à l'audiovisuel**

#### **Développement du Pôle régional d'éducation artistique et de formation au cinéma et à l'audiovisuel**

La Région Aquitaine, l'Etat (Ministère de la Culture et de la Communication – Préfecture de Région Aquitaine - Direction Régionale des Affaires Culturelles), le Rectorat de l'Académie de Bordeaux et le CNC ont déjà engagé un partenariat pour mettre en place un pôle régional d'éducation artistique et de formation au cinéma et à l'audiovisuel.

La mise en œuvre et la coordination des actions ont été confiées par la Région Aquitaine à l'Association du Cinéma Jean Eustache, structure choisie conjointement avec l'Etat (DRAC), le Rectorat de l'Académie de Bordeaux et le CNC, à l'issue de l'étude de besoins et de définition du Pôle régional d'éducation artistique et de formation au cinéma et à l'audiovisuel.

Dans le cadre du Pôle, l'Association du Cinéma Jean Eustache, s'appuie sur d'autres structures de la Ville de Pessac (Médiathèque de Camponac - Espace Histoire Image - notamment pour le service documentaire, le multimédia et l'audiovisuel) et sur le Festival international du film d'histoire, notamment pour ses actions dans le domaine de l'éducation à l'image et pour sa capacité à mobiliser un réseau universitaire de professionnels de haut niveau.

Il est rappelé, pour mémoire, que le partenariat avec le Pôle régional d'éducation artistique et de formation au cinéma et à l'audiovisuel, établi sur la base d'un programme d'actions communes, relève de conventions bilatérales signées pour trois ans (2003/2004/2005), avec chacun des partenaires suivants : la Direction Régionale des Affaires Culturelles d'Aquitaine, le Rectorat de l'Académie de Bordeaux, la Région Aquitaine et la Ville de Pessac.

Pour ce qui concerne la Région Aquitaine, la convention d'objectifs triennale est complétée par une convention pluriannuelle au titre des Pôles régionaux de ressources artistiques et culturels. En application de cet accord, une nouvelle convention d'exécution annuelle sera donc proposée en 2005.

#### - Missions du pôle régional

Les missions des pôles régionaux d'éducation artistique et de formation sont définies par une charte nationale, qui a fait l'objet d'une diffusion à travers la circulaire n° 2003 / 018 du 17 octobre 2003 susvisée. Les missions du Pôle régional d'éducation artistique et de formation au cinéma et à l'audiovisuel en Aquitaine ont été validées par la Région Aquitaine au titre de sa politique en faveur des Pôles régionaux de ressources.

Dans le cadre de la présente convention, le pôle régional d'éducation artistique et de formation au cinéma et à l'audiovisuel de l'Aquitaine, l'Association Cinéma Jean Eustache, en sus des missions prévues par la charte, est chargé plus particulièrement de :

- l'opération « Lycéen et Cinéma »
- l'opération « Un été au Ciné-Cinéville ».

#### - Comité de pilotage

Conformément aux termes de la circulaire n° 2003 / 018 du 17 octobre 2003, un comité de pilotage régional est mis en place par la DRAC et la Région Aquitaine.

#### - Financement

Sous réserve de la règle de l'annualité budgétaire, dans la période 2004 à 2006, la Région Aquitaine et l'Etat (Direction Régionale des Affaires Culturelles) cofinancent le pôle régional d'éducation artistique et de formation au cinéma et à l'audiovisuel, chaque partenaire versant directement sa participation annuelle à la structure chargée de la mise en œuvre et de la coordination de cette opération.

## **Chapitre 2 : Autres actions de diffusion, d'éducation artistique et de formation**

### **ARTICLE 15 – Actions de diffusion culturelle et d'éducation artistique**

#### **a) « Un été au ciné – Cinéville »**

La Région Aquitaine et l'Etat (Ministère de la Culture et de la Communication – Préfecture de Région Aquitaine - Direction Régionale des Affaires Culturelles), en coordination avec le CNC, décident prolonger leur partenariat pour soutenir le développement de l'opération régionale « Un été au ciné / Cinéville ».

#### - Modalités de l'opération

Dans le cadre de la politique de la ville, l'opération « Un été au ciné » s'adresse aux jeunes des zones urbaines sensibles chaque année durant les mois de juillet et août. Elle se compose de quatre volets : incitation à la fréquentation cinématographique, séances spéciales, ateliers de pratique artistique, séances de cinéma en plein air.

Le volet « Cinéville » constitue le prolongement de « Un été au ciné ». Se déroulant tout au long de l'année, il reprend les éléments liés à la pratique artistique et à la diffusion. Un travail supplémentaire est mené en matière de formation des animateurs de quartiers. Cette formation permet aux acteurs locaux d'effectuer un véritable travail de sensibilisation préalable à l'installation d'ateliers audiovisuels, ainsi qu'un suivi permanent sur le terrain. Les modalités de l'opération ont été définies par le protocole d'accord relatif au programme « *Un été au ciné / cinéville* » signé le 3 juillet 2001 par le Ministère de la culture et de la communication (Délégation au Développement et à l'Action Territoriale), le CNC, le Ministère délégué à la ville (Délégation Interministérielle à la Ville), le Ministère de la jeunesse et des sports (Direction de la Jeunesse et de l'Education Populaire), et le Fonds d'action sociale pour les travailleurs immigrés et leurs familles (FAS).

- Comité de pilotage

Un comité de pilotage de l'opération, comprenant les représentants des différents partenaires régionaux, est mis en place. Il définit les grands objectifs de cette politique. Il assure notamment la responsabilité des actions d'accompagnement et du choix des films proposés par le coordinateur régional de l'opération. Il procède à l'évaluation de l'opération à partir des documents de bilan fournis par le coordinateur régional.

- Mise en oeuvre et coordination

La mise en oeuvre et la coordination de cette opération ont été confiées par l'Etat (DRAC) et la Région Aquitaine au Pôle régional d'éducation artistique et de formation au cinéma et à l'audiovisuel.

- Financement

Sous réserve de la règle de l'annualité budgétaire, dans la période 2004 à 2006, la Région Aquitaine et l'Etat (Ministère de la Culture et de la Communication – Préfecture de Région - Direction Régionale des Affaires Culturelles) cofinancent le dispositif régional « *Un été au ciné - Cinéville* », chaque partenaire versant directement sa participation annuelle à la structure chargée de la mise en oeuvre et de la coordination de cette opération.

**b) Soutien à la diffusion art et essai**

La Région Aquitaine et l'Etat (Ministère de la Culture et de la Communication – Préfecture de Région Aquitaine - Direction Régionale des Affaires Culturelles) s'engagent à poursuivre leur partenariat pour soutenir la diffusion des films en collaboration avec les Associations qui oeuvrent sur le terrain, notamment avec l'Association Régionale des Cinémas de Proximité, dans le cadre de l'opération annuelle organisée par l'association avec le réseau des salles de proximité.

- Financement

Sous réserve de la règle de l'annualité budgétaire, dans la période 2004 à 2006, la Région Aquitaine et l'Etat (Ministère de la Culture et de la Communication – Préfecture de Région - Direction Régionale des Affaires Culturelles) cofinancent le soutien à la diffusion art et essai, chaque partenaire versant directement sa participation annuelle à la structure chargée de la mise en oeuvre et de la coordination de cette opération.

**c) Soutien à la diffusion du court métrage et du documentaire en Aquitaine**

La Région Aquitaine et l'Etat (Ministère de la Culture et de la Communication – Préfecture de Région Aquitaine - Direction Régionale des Affaires Culturelles) décident d'engager un partenariat pour soutenir la diffusion des films de court métrage et de documentaires en collaboration avec les Associations qui oeuvrent sur le terrain.

- Financement

Sous réserve de la règle de l'annualité budgétaire, dans la période 2004 à 2006, la Région Aquitaine et l'Etat (Ministère de la Culture et de la Communication – Préfecture de Région - Direction Régionale des Affaires Culturelles) cofinancent le soutien à la diffusion du court métrage et du documentaire, chaque partenaire versant directement sa participation annuelle à la structure chargée de la mise en oeuvre et de la coordination de cette opération.

## **ARTICLE 16 – Actions de formation professionnelle relatives aux métiers de la diffusion culturelle**

La Région Aquitaine et l'Etat (Ministère de la Culture et de la Communication – Préfecture de Région Aquitaine - Direction Régionale des Affaires Culturelles) décident d'engager un partenariat pour soutenir des actions de formation professionnelle relatives à la diffusion culturelle.

### **- Financement**

Sous réserve de la règle de l'annualité budgétaire, dans la période 2004 à 2006, la Région Aquitaine et l'Etat (Ministère de la Culture et de la Communication – Préfecture de Région - Direction régionale des affaires culturelles) cofinancent les actions de formation professionnelle relatives à la diffusion culturelle, chaque partenaire versant directement sa participation à la structure chargée de la mise en œuvre de ces actions.

## **TITRE III – MODALITES DE MISE EN ŒUVRE DE LA CONVENTION**

### **ARTICLE 17 – DUREE, EVALUATION ET RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION**

La présente convention est conclue pour les années 2004, 2005 et 2006. Elle pourra être renouvelée.

Une évaluation sera mise en œuvre à deux niveaux :

1. évaluation annuelle intervenant un mois avant la fin de chaque année civile ;
2. évaluation triennale établie trois mois avant l'échéance de la convention.

Chaque point du document sera évalué. Des dispositions nouvelles pourront être proposées par chaque signataire à l'occasion de l'évaluation annuelle et donner lieu à amendement de la présente convention sous forme d'avenants.

Afin de mener à bien ces évaluations et d'assurer le suivi de la convention, un comité de pilotage, coprésidé par l'Etat et par la Région Aquitaine, est établi, composé comme suit :

- du Président du Conseil Régional, ou de son représentant ;
- du Préfet de Région Aquitaine, ou son représentant ;
- du Directeur général du Centre National de la Cinématographie, ou son représentant.

### **ARTICLE 18 - DISPOSITIONS FINANCIERES**

Les dispositions financières font l'objet d'un avenant financier d'application annuel, établi dans le respect des procédures et des échéances respectives liées à l'élaboration du budget de chacun des partenaires.

Les partenaires signataires de la présente convention veilleront à ce que l'octroi et la liquidation des aides soient subordonnées à la régularité de la situation des bénéficiaires au regard de leurs obligations fiscales et sociales.

### **ARTICLE 19 – ACTIONS DE COMMUNICATION**

Les actions de communication relatives aux opérations prévues par la présente convention devront mentionner la participation de l'Etat (Ministère de la Culture et de la Communication - Préfecture de Région d'Aquitaine - Direction Régionale des Affaires Culturelles d'Aquitaine), du CNC et de la Région Aquitaine

Et notamment, dans les conventions passées avec les bénéficiaires des aides, la Région Aquitaine veillera à ce que le générique des œuvres aidées dans le cadre des dispositifs prévus aux articles 4 à 10 de la présente comporte la mention « avec le soutien de la Région Aquitaine, en partenariat avec le CNC ».

## **ARTICLE 20 – RESILIATION**

En cas de non respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit et avant son expiration, par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

## **ARTICLE 21 – REGLEMENT DES DIFFERENDS**

En cas de survenance d'un différend entre les parties, celles-ci s'engagent à se réunir, aux fins de conciliation, dans les 30 jours qui suivent l'exposé du différend, lequel aura été porté par l'une des parties à la connaissance de l'autre au moyen d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

En cas d'échec de la conciliation prévue ci-dessus, débouchant sur un litige entre les parties, celles-ci conviennent de porter l'affaire devant le Tribunal administratif de Bordeaux.

La présente convention est signée à Bordeaux, en six exemplaires originaux, le .....

Pour la Région Aquitaine,  
le Président du Conseil Régional d'Aquitaine

Pour l'État,  
le Préfet de la Région Aquitaine,  
Préfet de Gironde

**Alain ROUSSET**

**Alain GEHIN**

Pour le Centre National de la Cinématographie,  
la Directrice Générale

Le Contrôleur d'Etat auprès du C.N.C

**Catherine COLONNA**

**Norbert DIVOY**

**AVENANT FINANCIER**

**DE L'EXERCICE BUDGETAIRE 2004**

**A LA CONVENTION DE DÉVELOPPEMENT**

**CINÉMATOGRAPHIQUE ET AUDIOVISUEL**

**2004 – 2005 - 2006**

**ENTRE**

**L'ETAT**

**(Ministère de la culture et de la communication-  
Préfecture de Région d'Aquitaine -  
Direction Régionale des  
Affaires Culturelles d'Aquitaine)**

**LE CENTRE NATIONAL DE LA CINÉMATOGRAPHIE**

**ET**

**LA REGION AQUITAINE**

**Vu la loi de finances pour 2004 - n° 2003 - 1311 du 30 décembre 2003, parue au Journal Officiel n° 302 du 31 décembre 2003 ;**

**Vu le décret n° 2003 - 1323 du 30 décembre 2003 portant décret de répartition des crédits du Ministère de la culture et de la communication pour 2004 ;**

**Vu le décret n° 2003 - 1349 du 30 décembre 2003 portant décret de répartition des crédits des comptes spéciaux du Trésor pour 2004 ;**

**Vu le budget du centre national de la cinématographie pour 2004 ;**

**Vu le budget primitif 2004 et le budget supplémentaire 2004 de la Région Aquitaine ;**

**Vu la décision modificative 2004 n° 2 de la Région Aquitaine et la décision de l'Assemblée Plénière autorisant le Président à signer la présente convention ;**

ENTRE

**L'État**, représenté par le Préfet de la Région Aquitaine, Préfet de Gironde, Monsieur Alain GEHIN, ci-après désigné « l'Etat »,

**Le Centre National de la Cinématographie**, représenté par sa Directrice Générale, Madame Catherine COLONNA, ci-après désigné « le CNC »,

ET

**La Région Aquitaine** représentée par son Président, Monsieur Alain ROUSSET, ci-après désignée « la Région »,

En application de la convention de développement cinématographique et audiovisuel pour la période 2004 à 2006, signée entre l'Etat, le Centre National de la Cinématographie et la Région Aquitaine en date du ....., et singulièrement de l'article 18 relatif aux dispositions financières, il est convenu ce qui suit :

#### **ARTICLE 1 - PARTICIPATIONS FINANCIERES DES PARTENAIRES**

La participation totale de chacun des signataires de la convention à la mise en œuvre des axes prioritaires contractuels pour l'année 2004 s'établit comme suit :

<b>Région Aquitaine</b>	<b>1 339 200 €</b>
<b>Etat (Préfecture de Région - DRAC Aquitaine)</b>	<b>170 000 €</b>
<b>CNC</b>	<b>230 000 €</b>

**ARTICLE 2 - TABLEAU FINANCIER RECAPITULATIF 2004**

ACTIONS	ETAT (DRAC)	CNC	REGION	TOTAL
<i>Titre I – Chapitre 1- Articles 3,4,5</i> <b>Aide à la création cinématographique et audiovisuelle</b>	0	100 000€	490 000 €	590 000 €
<i>Titre I – Chapitre 2 - Article 6</i> <b>Aide à la production cinématographique de long métrage</b>	0	130 000 €	260 000 €	390 000 €
<i>Titre I – Chapitre 3 - Article 7</i> <b>Aide à la production de programmes audiovisuels</b>	0	0	250 000 €	250 000 €
<i>Titre I – Chapitre 5 - Article 11</i> <b>Accueil de tournages</b>	0	0	111 200 €	111 200 €
<i>Titre I – Chapitre 5 – Article 12</i> <b>Formation professionnelle tournages, création et production</b>	0	0	35 000 €	35 000 €
<i>Titre II – Chapitre 1 - Article 13</i> <b>Lycéen et cinéma</b>	15 000 €	0	30 000 €	45 000 €
<i>Titre II – Chapitre 1 - Article 14</i> <b>Pôle régional d'éducation artistique et de formation</b>	43 000 €	0	74 000 €	117 000 €
<i>Titre II – Chapitre 2 - Article 15</i> <b>Actions de diffusion culturelle et d'éducation artistique</b> Un Eté au Ciné-Cinéville Cinémas Proximité (Aquitaine + 33) Ciné Passion Périgord / Art Ciné Du cinéma plein mon cartable  AIC : diffusion du court métrage	54 000 € 21 250 € 21 750 €  15 000 €	0	23 000 € 38 000 € 28 000 €	} } } } } } } 201 000 €
<i>Titre II – Chapitre 2 - Article 16</i> <b>Formation professionnelle pour la diffusion culturelle</b>	0	0	0	0
<b>TOTAUX</b>	<b>170 000 €</b>	<b>230 000 €</b>	<b>1 339 200 €</b>	<b>1 739 200 €</b>

*Titre II – Chapitre 1 - Article 13 – Lycéen et cinéma* : pour mémoire, le CNC prend en charge financièrement le tirage des copies neuves et la conception des plaquettes d'accompagnement des films du dispositif « *Lycéen et cinéma* ».

### **ARTICLE 3 - SUBVENTIONS DE LA DRAC AQUITAINE**

Les subventions de la DRAC d'Aquitaine, d'un montant global de **170 000 €**, sont imputées de la manière suivante : chapitre 4330, article 20 et article 30.

Elles seront versées directement aux porteurs de projets.

### **ARTICLE 4 : SUBVENTIONS DU CNC**

Les subventions du CNC, d'un montant global de **230 000 €**, seront versées en deux fois à l'ordre de Madame le payeur régional d'Aquitaine, sur le compte suivant : C332 0000000, Code Banque 3001, Code Guichet 00215, Clé RIB 14, soit **115 000 €** à la signature de la présente convention et **115 000 €** suite à l'évaluation annuelle des actions engagées.

Ces subventions sont imputées comme suit :

#### **• Titre I – Chapitre 1 - Articles 3, 4, 5**

« Aide à la création » sur la ligne budgétaire n° 657.714 -1185 du Budget D du CNC :

- **50 000 €** à la signature,
- **50 000 €** après bilan, au prorata de l'investissement total annuel effectivement réalisé par la Région Aquitaine.

#### **• Titre I – Chapitre 2 - Articles 6**

« Aide à la production de long métrage cinéma » sur la ligne budgétaire n° 657.714 -1185 du Budget D du CNC :

- **65 000 €** à la signature,
- **65 000 €** après bilan, au prorata de l'investissement total annuel effectivement réalisé par la Région Aquitaine.

L'ordonnateur de la dépense est le Directeur Général du C.N.C, et le comptable assignataire est l'Agent de la comptabilité générale du CNC.

### **ARTICLE 5 - SUBVENTIONS DU CONSEIL REGIONAL D'AQUITAINE**

Les subventions de la Région Aquitaine, d'un montant global de **1 339 200 €** seront versées de la manière suivante :

- directement aux différents porteurs de projets, au titre du fonds de soutien régional à la création et à la production cinématographique et audiovisuelle pour un montant global de **1 000 000 €**,
- directement à l'association « Aquitaine Image Cinéma », pour un montant global de **111 200 €** pour la mission d'accueil de tournages,
- directement à l'association du « Cinéma Jean Eustache », pour un montant global de **127 000 €** pour le missionnement du Pôle régional d'éducation artistique et de formation au cinéma et à l'audiovisuel, et pour les missions relatives aux opérations « Lycéen et Cinéma » et « Un été au ciné – Cinéville »,
- directement aux différents porteurs de projets, au titre des actions de formation pour un montant global de **35 000 €**,
- directement aux associations qui mènent sur le terrain des actions de diffusion culturelle et d'éducation artistique, pour un montant global de **66 000 €**

## **ARTICLE 6 - CLAUSE DE REVERSEMENT**

S'il apparaît que les engagements des contractants ne sont pas tenus en tout ou partie dans les mêmes délais, chaque partie pourra demander le reversement du montant de sa contribution aux opérations qui n'auraient pas été réalisées.

Le présent avenant ne pourra en aucun cas être opposé aux présents signataires par les personnes morales, ou leurs représentants cités à la présente, celui-ci ne valant engagement qu'entre les signataires.

La présente convention est signée à Bordeaux, en six exemplaires originaux, le .....

Pour la Région Aquitaine,  
le Président du Conseil Régional

Pour l'État,  
le Préfet de la Région Aquitaine,  
Préfet de Gironde

**Alain ROUSSET**

**Alain GEHIN**

Pour le Centre National de la Cinématographie,  
la Directrice Générale

Le Contrôleur d'Etat auprès du CNC

**Catherine COLONNA**

**Norbert DIVOY**